

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/42041]

3 MAI 2019. — Décret portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun. — Erratum

Dans le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun publié au *Moniteur belge* du 18 septembre 2019 à la page 87072, il y a lieu de lire :

1° Après l'article 2

LIVRE PREMIER. — Dispositions générales

TITRE PREMIER. — Dispositions introductives

En lieu et place de :

« Dispositions générales »

« Dispositions introductives »

2° La numérotation des articles doit se lire comme suit :

Ancien numéro	Nouveau numéro
1.1-1	1.1.1-1
1.1-2	1.1.1-2
1.1-3	1.1.1-3
1.1.3.1-1	1.3.1-1

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/42041]

3 MEI 2019. — Decreet houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern. — Erratum

In het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 18 september 2019 op bladzijde 87072, dient te worden gelezen :

1° Na artikel 2

BOEK I. — Algemene bepalingen

TITEL I. — Inleidende bepalingen

In plaats van :

“Algemene bepalingen”

“Inleidende bepalingen”

2° De nummering van de artikelen dient te worden gelezen als volgt :

Oud nummer	Nieuw nummer
1.1-1	1.1.1-1
1.1-2	1.1.1-2
1.1-3	1.1.1-3
1.1.3.1-1	1.3.1-1

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14804]

5 JUNI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au régime de mandats pour les fonctionnaires généraux au sein de Wallonie-Bruxelles Enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organismes public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, l'article 72;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2019;

Vu le protocole n° 514 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 29 mars 2019;

Vu le « test genre » du 15 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 65.904/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonné le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret spécial » : le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organismes public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° « WBE » : l'organisme public autonome visé à l'article 2 du décret spécial.

Le présent arrêté est applicable à WBE.

Art. 2. Sous réserve des dispositions dérogatoires fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII est applicable aux emplois, pourvus par mandat, de rang 15, 16 et 17 à l'exception des emplois de Directeur général adjoint expert.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions de l'arrêté repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit aux mandataires visés à l'alinéa 1^{er}, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures dérogatoires prévues au présent arrêté.

CHAPITRE II. — Dispositions dérogatoires à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Art. 3. Pour les agents visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII doit se lire comme suit :

« Article 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Services de la Communauté française : WBE. »

2° fonctionnaire dirigeant : l'Administrateur général pour WBE;

3° supérieur hiérarchique : pour l'Administrateur général de WBE, le Président du Conseil WBE. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 5. L'article 14 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 6. L'article 15 du même arrêté doit se lire comme suit :

« § 1^{er}. Les emplois de rang 15 à pourvoir par mandats sont déclarés vacants par le Conseil WBE au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

§ 2. Pour chaque emploi de rang 15 à pourvoir par mandat, le Conseil WBE, en même temps qu'il déclare sa vacance, établit une lettre de mission sur proposition du Comité de Direction.

§ 3. La lettre de mission pour chaque emploi à pourvoir par mandat comporte les éléments suivants :

1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;

2° la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire;

3° les objectifs de gestion stratégique à atteindre, définis notamment sur la base de la déclaration de politique communautaire et du projet de contrat de gestion;

4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués. ».

Art. 7. L'article 16 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 16. Immédiatement après la déclaration de vacance visée à l'article 15, § 1^{er}, le Conseil WBE lance l'appel aux candidatures par la voie d'une publication au *Moniteur belge*, sur le site web de WBE et par toute voie de communication permettant au plus grand nombre de personnes intéressées de pouvoir postuler.

Cet appel aux candidatures indique pour chaque emploi concerné :

1° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;

2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature;

3° le service auprès duquel la lettre de mission peut être obtenue. ».

Art. 8. A l'article 17, l'alinéa 1, du même arrêté n'est pas applicable.

L'alinéa 2 du même article doit se lire comme suit :

« Les candidatures doivent être introduites auprès de l'Administrateur général de WBE au plus tard un mois après la déclaration de vacances des emplois concernés »

Art. 9. L'article 18 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 18. - Pour chaque emploi de rang 15 à pourvoir par mandat, le Conseil WBE examine les dossiers déposés par les candidats. Sur proposition du Comité de Direction, il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir.

Au plus tard trois mois après la déclaration de vacance des emplois à pourvoir, le Conseil WBE nomme dans chaque emploi, à titre temporaire, le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction en toute confiance. ».

Art. 10. Les articles 19, 20 et 21 du même arrêté ne sont pas applicables.

Art. 11. L'article 21*bis* du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 21*bis*. § 1^{er}. Dans les trois mois qui suivent l'approbation du contrat de gestion par le Gouvernement, les mandataires de WBE établissent un plan d'actions, qui décrit les activités et projets concrétisant les objectifs du contrat de gestion.

Pour déterminer les activités et projets décrits par le plan, il convient de se baser notamment sur les lettres de mission des mandataires de l'organisme d'intérêt public.

Le plan d'actions définit les activités et projets dont chaque mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur.

Le plan d'actions contient les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des activités et projets qu'il décrit pour celles de ces activités et ceux de ces projets pour lesquels un indicateur se justifie.

Le plan d'actions est valable pour une durée de deux ans; il est approuvé par le Gouvernement sur proposition du Conseil WBE.

A l'échéance de ces deux ans, un second plan d'actions couvrant la suite du mandat est établi selon les mêmes modalités.

Pendant sa durée, le plan d'actions peut être modifié suite à l'adoption d'un nouveau contrat de gestion ou d'un avenant au contrat de gestion de l'organisme.

§ 2. A l'issue de chaque plan d'actions, le Comité de direction de l'organisme transmet un rapport au Gouvernement via le Conseil WBE.

Ce rapport présente :

- 1° l'évolution des activités et projets du plan d'actions;
- 2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du plan d'actions;
- 3° les éventuelles propositions à prendre en compte lors de l'établissement du prochain plan d'actions. ».

Art. 12. L'article 22 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 22. Les mandats de rang 15 viennent à échéance le 31 décembre de l'année qui suit l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le mandataire cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée. Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandat en cours est prolongé jusqu'à la désignation d'un successeur. ».

Art. 13. A l'article 23, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

« En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, si, pour l'Administrateur général, le Gouvernement ou, pour les autres mandataires, le Conseil WBE estime qu'une activité, occupation ou comportement, visé à l'article 26, 2° et 3°, est incompatible avec le mandat, il donne la possibilité au mandataire, avant de mettre fin à son mandat, de cesser, dans un délai d'un mois, ladite activité, ladite occupation ou ledit comportement. ».

Au § 1^{er}, l'alinéa 4 du même article doit se lire comme suit :

« Toute offre de démission doit être assortie d'un préavis de six mois, sauf durée plus courte arrêtée de commun accord entre le mandataire et le Gouvernement, pour l'Administrateur général, ou le Conseil WBE, pour les autres mandataires. ».

Art. 14. L'article 24, §1^{er} du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 24. § 1^{er}. – Pour le poste d'Administrateur général, le Gouvernement sur proposition du Conseil WBE ou, pour les autres postes à mandat, le Conseil WBE peut désigner un agent du même cadre pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois dans les cas suivants :

- 1° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire. ».

Art. 15. A l'article 25 du même arrêté, le § 2 doit se lire comme suit :

« § 2. Les dispositions formant le statut administratif et pécuniaire des personnels de Wallonie Bruxelles Enseignement sont applicables au mandataire dans la mesure où le présent arrêté ne déroge pas à ces dispositions. ».

Art. 16. L'article 32 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 32. Les mandataires de rang 15 sont évalués deux ans après leur désignation et dans le courant de la dernière année de la législature.

Pour l'ensemble des mandataires, les évaluations portent sur la façon dont le mandataire a réalisé les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels repris dans sa lettre de mission et sur la réalisation des objectifs du plan d'actions et du contrat de gestion dont il est responsable, coresponsable ou contributeur. ».

Art. 17. L'article 33 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 33. § 1^{er}. Les mandataires sont évalués par un Collège.

Pour les mandataires de rangs 17 et 16, les compositions des collèges sont reprises aux articles 18, § 2, et 23, § 2, du décret spécial.

Pour les mandataires de rang 15, le Collège est composé du comité de direction.

§ 2. Le Conseil WBE arrête le règlement d'ordre intérieur du Collège chargé de l'évaluation des mandataires. ».

Art. 18. L'article 34 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 19. L'article 35 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 35. Le Collège évalue le mandataire en se basant sur :

1° le ou les rapports de suivi du plan d'action visé à l'article 21*bis*, § 2. A la demande du Conseil WBE, un rapport complémentaire peut être demandé au mandataire;

2° l'audition du mandataire;

3° le rapport motivé du supérieur hiérarchique immédiat du mandataire et, si le Collège l'estime nécessaire, l'audition du supérieur hiérarchique;

4° le cas échéant, le rapport ou l'audition de toute personne dont le Collège juge nécessaire de recueillir les déclarations, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels. ».

Art. 20. A l'article 36 du même arrêté, les mots « de la Commission d'évaluation » doivent se lire « du Collège ».

Art. 21. A l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté les mots « la Commission d'évaluation » doivent se lire « le Collège ».

Le § 3 du même article doit se lire comme suit :

« § 3. Dans le mois de l'introduction de la réclamation, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement s'il s'agit de l'Administrateur général ou au Conseil WBE pour les autres mandataires, après avoir entendu préalablement le mandataire. ».

Art. 22. L'article 40 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 40. Le Gouvernement, pour l'Administrateur général, ou le Conseil WBE pour les autres mandataires prend, dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours, sa décision motivée, laquelle :

- soit est conforme à l'évaluation du Collège;

- soit suit l'avis émis par la Chambre de recours. ».

Art. 23. L'article 41 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 41. - L'évaluation réalisée en application de l'article 32 fait l'objet des mentions suivantes :

1° «favorable» : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission ainsi que dans les objectifs du plan d'actions et du contrat de gestion, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, ont été suffisamment réalisés quantitativement et qualitativement et dans les délais prévus, soit n'ont pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus mais qu'il apparaît, sur base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est adéquatement justifiée;

2° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission, ainsi que dans les objectifs du plan d'actions et du contrat de gestion, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus. ».

Art. 24. L'article 42 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 42. §1^{er}. Le mandataire de rang 15 auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat en cours.

En cas d'évaluation favorable en fin de mandat, le Conseil WBE peut renouveler le mandat du mandataire de rang 15 sortant.

En cas d'évaluation défavorable, le Conseil WBE délibère sur le maintien du mandataire de rang 15 dans ses fonctions ou sa révocation après l'avoir entendu. Un mandataire de rang 15 ne peut être révoqué que par décision de deux tiers des membres du Conseil WBE et après avoir été entendu par celui-ci.

§ 2. Pour les mandataires de rangs 17 et 16, les conséquences des mentions évaluations sont reprises aux articles 18, § 2, et 23, § 2, du décret spécial. ».

Art. 25. L'article 43 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 26. A l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1, du même arrêté la dernière phrase n'est pas applicable

Le paragraphe 2 du même article doit se lire comme suit :

« § 2. L'ancien mandataire qui n'est ni agent des services de la Communauté française ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu d'évaluation défavorable et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de 12 mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. ».

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 27. Il est inséré dans le même arrêté un article 55*ter* libellé comme suit :

« Article 55*ter*. Le mandat des mandataires de rang 15 transférés à WBE sur base de l'article 63 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française poursuivent leur mandat jusqu'au terme prévu par leur arrêté de nomination.

Le Conseil WBE peut, par décision motivée, prolonger la durée du mandat visée à l'alinéa précédent jusqu'à la date d'échéance des mandats prévus par l'article 22, alinéa 1^{er}, du présent arrêté. ».

Art. 28. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juin 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14804]

5 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het stelsel van mandaten voor ambtenaren-generaal binnen Wallonië-Bruxelles Enseignement

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 72;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een systeem van mandaten voor ambtenaren-generaal ten dienste van de Regering van de Franse Gemeenschap en instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van sector XVII;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 maart 2019;

Gelet op protocol nr. 514 van het Onderhandelingscomité voor sector XVII, gesloten op 29 maart 2019;

Gelet op de "gendertest" van 15 maart 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 65.904/2 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° "bijzonder decreet": het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° "WBE": de autonome overheidsinstelling zoals bedoeld in artikel 2 van het bijzonder decreet.

Dit besluit is van toepassing op WBE.

Art. 2. Onder voorbehoud van de afwijkende bepalingen waarin dit besluit voorziet, is het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een systeem van mandaten voor ambtenaren-generaal ten dienste van de Regering van de Franse Gemeenschap en instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het Comité van sector XVII van toepassing op de ambten, vervuld door een mandaat, van de rangen 15, 16 en 17, met uitzondering van het ambt van deskundig adjunct-directeur-generaal.

De bepalingen tot wijziging, aanvulling of vervanging van de bepalingen van het in vorig lid bedoelde besluit zijn van rechtswege van toepassing op de in het eerste lid bedoelde mandaathouders, tenzij zij van invloed zijn op de bepalingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van de afwijkende maatregelen waarin dit besluit voorziet.

HOOFDSTUK II. — Afwijkende bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een systeem van mandaten voor ambtenaren-generaal ten dienste van de Regering van de Franse Gemeenschap en instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het Comité van sector XVII

Art. 3. Voor de ambtenaren zoals bedoeld met artikel 2, eerste lid, moet artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een systeem van mandaten voor ambtenaren-generaal ten dienste van de Regering van de Franse Gemeenschap en instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het Comité van sector XVII als volgt worden gelezen:

« Artikel 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Diensten van de Franse Gemeenschap: WBE. »

2° Leidend ambtenaar: de Administrateur-generaal voor WBE;

3° Hiërarchisch meerdere: voor de Administrateur-generaal van WBE, de Voorzitter van de WBE-raad. ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 5. Artikel 14 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 6. Artikel 15 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

« § 1. Betrekkingen van rang 15 die per mandaat moeten worden vervuld, worden uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering, direct na de vernieuwing van het Parlement, door de WBE-raad vacant verklaard.

§ 2. Voor elke betrekking van rang 15 die per mandaat moet worden vervuld, stelt de WBE-raad op voorstel van het Directiecomité op het moment dat hij zijn vacature aankondigt, een opdrachtbrief op.

§ 3. De opdrachtbrief voor elke betrekking die per mandaat moet worden vervuld, bevat de volgende elementen:

- 1° de ambtsbeschrijving en het competentieprofiel van de te vervullen betrekking;
- 2° de definitie van de beheerstaken waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is;
- 3° de te bereiken strategische beheersdoelstellingen, die met name zijn vastgesteld op basis van de gemeenschappelijke beleidsverklaring en het ontwerp van beheerscontract;
- 4° de toegewezen budgettaire en personeelsmiddelen.”

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 16. Onmiddellijk na de kennisgeving van de vacature bedoeld in artikel 15, § 1, lanceert de WBE-raad de oproep tot het indienen van sollicitaties door middel van een publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, op de website van WBE en door middel van alle communicatiemiddelen die een zo groot mogelijk aantal geïnteresseerde personen in staat stellen te solliciteren.

In deze oproep tot het indienen van sollicitaties wordt voor elke betrokken betrekking aangegeven:

- 1° de methode en de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen;
- 2° de documenten die in het kandidatuurdossier moeten worden opgenomen, op straffe van nietigheid;
- 3° de dienst waarbij de opdrachtbrief kan worden verkregen.”

Art. 8. Artikel 17, eerste lid van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Alinea 2 van hetzelfde artikel moet als volgt worden gelezen:

“Kandidaturen moeten bij de Administrateur-generaal van WBE worden ingediend uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrokken betrekkingen.”

Art. 9. Artikel 18 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 18. - Voor elke betrekking van rang 15 die per mandaat moet worden ingevuld, onderzoekt de WBE-raad de door de kandidaten ingediende dossiers. Op voorstel van het Directiecomité vergelijkt hij de kandidaturen, rekening houdend met de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten en de inhoud van de motivatiebrief van elke kandidaat, dit op basis van de opdrachtbrief van de te vervullen betrekking.

Uiterlijk drie maanden na de kennisgeving van de vacature van de te vervullen betrekkingen benoemt de WBE-raad voor elke betrekking tijdelijk de kandidaat die hij het meest geschikt acht om het ambt in alle vertrouwen uit te oefenen.”

Art. 10. De artikelen 19, 20 en 21 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing.

Art. 11. Artikel 21bis van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 21bis. § 1. Binnen drie maanden na de goedkeuring van het beheerscontract door de Regering stellen de mandaathouders van WBE een actieplan op, waarin de activiteiten en projecten worden beschreven die concreet gestalte geven aan de doelstellingen van het beheerscontract.

Bij het vaststellen van de in het plan beschreven activiteiten en projecten moet met name worden vertrouwd op de opdrachtbrieven van de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut.

In het actieplan worden de activiteiten en projecten gedefinieerd waarvoor elke mandaathouder verantwoordelijk, medeverantwoordelijk is of waartoe hij bijdraagt.

Het actieplan bevat de indicatoren voor het meten van de resultaten van de activiteiten en projecten die het beschrijft voor die activiteiten en projecten waarvoor een indicator gerechtvaardigd is.

Het actieplan is twee jaar geldig en wordt op voorstel van de WBE-raad door de Regering goedgekeurd.

Aan het einde van deze twee jaar wordt volgens dezelfde procedures een tweede actieplan voor de rest van het mandaat opgesteld.

Gedurende de looptijd van het actieplan kan het actieplan worden gewijzigd na de goedkeuring van een nieuw beheerscontract of een aanhangsel bij het beheerscontract van de instelling.

§ 2. Aan het einde van elk actieplan brengt het Directiecomité van de instelling via de WBE-raad verslag uit aan de Regering.

Dit verslag presenteert:

- 1° de evolutie van de activiteiten en projecten in het actieplan;
- 2° de nieuwe risico's die zijn vastgesteld in verband met de uitvoering van het actieplan;
- 3° voorstellen waarmee bij de opstelling van het volgende actieplan rekening moet worden gehouden.”

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 22. De mandaten van rang 15 verstrijken op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de leden van een nieuwe Regering als rechtstreeks gevolg van de vernieuwing van het parlement hun eed afgelegd hebben.

De mandaathouder beëindigt van rechtswege zijn werkzaamheden op de aldus vastgestelde vervaldag. Indien er op die datum echter geen nieuwe mandaathouder wordt benoemd, wordt het huidige mandaat verlengd totdat een opvolger wordt benoemd.”

Art. 13. In artikel 23, § 1, van hetzelfde besluit moet het tweede lid als volgt worden gelezen:

“Bij toepassing van eerste lid 1, 3°, als, voor de Administrateur-generaal, de Regering of voor andere mandaathouders, de WBE-raad van oordeel is dat een activiteit, een werkzaamheid of een handeling, zoals bedoeld in artikel 26, 2° en 3°, onverenigbaar is met het mandaat, stelt hij de mandaathouder in staat om, alvorens zijn mandaat te beëindigen, binnen de termijn van een maand een einde te maken aan de betrokken activiteit, werkzaamheid of handeling.”

In §1, moet het vierde lid als volgt worden gelezen:

“Elk aanbod tot ontslag moet samen gaan met een opzeggingstermijn van zes maanden, tenzij een kortere termijn wordt overeengekomen tussen de mandaathouder en de Regering, voor de Administrateur-generaal, of de WBE-raad, voor de andere mandaathouders.”

Art. 14. Artikel 24, § 1, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 24. § 1. – Voor de betrekking van Administrateur-generaal kan de Regering op voorstel van de WBE-raad of, voor andere betrekkingen met een mandaat, de WBE-raad, in de volgende gevallen een ambtenaar van hetzelfde kader benoemen om een hoger ambt te vervullen, voor een periode van maximaal twaalf maanden:

1° de mandaathouder is al meer dan twee maanden afwezig;

2° de te verwachten afwezigheid van de mandaathouder gedurende een periode van ten minste twee maanden;

3° beëindiging van het mandaat, in afwachting van de benoeming van een nieuwe mandaathouder.”

Art. 15. Artikel 25 § 2 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“§ 2. De bepalingen die het administratief en financieel statuut van het personeel van WBE regelen, zijn van toepassing op de mandaathouder voor zover dit besluit niet afwijkt van deze bepalingen.”

Art. 16. Artikel 32 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 32. Mandaathouders van rang 15 worden twee jaar na hun benoeming en in het laatste jaar van de legislatuur geëvalueerd.

Voor alle mandaathouders heeft de evaluatie betrekking op de wijze waarop de mandaathouder de beheersopdracht en de strategische en operationele doelstellingen die in zijn opdrachtbrief zijn uiteengezet en de verwezenlijking van de doelstellingen van het actieplan en het beheerscontract waarvoor hij verantwoordelijk is, medeverantwoordelijk of waartoe hij bijdraagt, heeft uitgevoerd.”

Art. 17. Artikel 33 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 33. § 1. De mandaathouders worden geëvalueerd door een College.

Voor de mandaathouders van de rangen 17 en 16 is de samenstelling van de Colleges bepaald in de artikelen 18, §2, en 23, §2, van het bijzonder decreet.

Voor mandaathouders van rang 15 bestaat het College uit het directiecomité.

§ 2. De WBE-raad stelt het huishoudelijk reglement vast van het College belast met de beoordeling van de mandaathouders.”

Art. 18. Artikel 34 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 19. Artikel 35 van hetzelfde besluit moet als volgt gelezen worden:

“Artikel 35. Het College beoordeelt de mandaathouder op basis van de volgende elementen:

1° het opvolgingsverslag of de opvolgingsverslagen over het actieplan bedoeld in artikel 21bis, § 2; op verzoek van de WBE-raad kan een aanvullend verslag worden gevraagd aan de mandaathouder;

2° het horen van de mandaathouder;

3° het met redenen omkleed verslag van de hiërarchisch meerdere van de mandaathouder en, indien het College dit nodig acht, het horen van de hiërarchisch meerdere;

4° in voorkomend geval, het verslag of het horen van alle personen wier verklaringen het College het nodig acht, met uitzondering van de leden van de Regering en de leden van de ministeriële kabinetten.”

Art. 20. In artikel 36 van hetzelfde besluit moeten de woorden “van de Evaluatiecommissie” worden gelezen als “van het College”.

Art. 21. In artikel 38, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit moeten de woorden “de Evaluatiecommissie” worden gelezen als “het College”.

§ 3 van hetzelfde artikel moet als volgt gelezen worden:

“§ 3. Binnen een maand na de indiening van de klacht brengt de Kamer van beroep advies uit aan de Regering als het gaat over de Administrateur-generaal of aan de WBE-raad voor de andere mandaathouders, na de mandaathouder vooraf te hebben gehoord.”

Art. 22. Artikel 40 van hetzelfde artikel moet als volgt gelezen worden:

“Artikel 40. De Regering, voor de Administrateur-generaal, of de WBE-raad voor de andere mandaathouders, neemt binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van beroep haar met redenen omklede beslissing, die:

- ofwel in overeenstemming met de beoordeling van het College is;
- ofwel het advies van de Kamer van beroep volgt.”

Art. 23. Artikel 41 van hetzelfde artikel moet als volgt gelezen worden:

“Artikel 41. - De overeenkomstig artikel 32 uitgevoerde evaluatie maakt deel uit van de volgende vermeldingen:

1° “gunstig”: wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen in de opdrachtbrief en in de doelstellingen van het actieplan en het beheerscontract, waarvoor de mandaathouder waarvoor hij verantwoordelijk is, medeverantwoordelijk of waartoe hij bijdraagt, maar in het laatste geval alleen wat zijn bijdrage betreft, in kwantitatief en kwalitatief opzicht en binnen de voorgeschreven termijnen voldoende zijn uitgevoerd, hetzij niet voldoende of niet binnen de voorgeschreven termijnen, maar op basis van de door de mandaathouder voorgelegde bewijsstukken blijkt dat deze situatie naar behoren is gerechtvaardigd;

2° “ongunstig”: wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen in de opdrachtbrief, alsmede de doelstellingen van het actieplan en het beheerscontract, waarvoor de mandaathouder verantwoordelijk is, medeverantwoordelijk of waartoe hij bijdraagt, maar in het laatste geval alleen wat zijn bijdrage betreft, kwantitatief of kwalitatief slechts onvoldoende of niet binnen de voorgeschreven termijnen zijn verwezenlijkt.”

Art. 24. Artikel 42 van hetzelfde artikel moet als volgt gelezen worden:

“Artikel 42.-§1. De mandaathouder van rang 15 die een positieve beoordeling krijgt, blijft zijn huidige mandaat uitvoeren.

Indien de evaluatie aan het einde van het mandaat gunstig uitvalt, kan de WBE-raad het mandaat van de aftredende mandaathouder van rang 15 hernieuwen.

In geval van een ongunstige beoordeling beraadslaagt de WBE-raad over het behoud van de mandaathouder van rang 15 in zijn ambt of zijn ontslag na hem te hebben gehoord. Een mandaathouder van rang 15 kan slechts bij beslissing van twee derde van de leden van de WBE-raad worden ontslagen en na door deze raad te zijn gehoord.

§ 2. Voor de mandaathouders van de rangen 17 en 16 worden de gevolgen van de evaluatierapporten uiteengezet in de artikelen 18, §2, en 23, §2, van het Bijzonder Decreet.”

Art. 25. Artikel 43 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 26. In artikel 44, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit is de laatste zin niet van toepassing.

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel moet als volgt gelezen worden:

“§ 2. De “gewezen mandaathouder die geen ambtenaar is bij de diensten van de Franse Gemeenschap en evenmin verlof geniet om naar zijn vroegere betrekking terug te keren, die niet ongunstig is beoordeeld en die niet voor een nieuwe ambtstermijn is benoemd, ontvangt een uittredingsvergoeding die op dezelfde wijze wordt berekend als die voor contractueel personeel. De uittredingsvergoeding is gelijk aan ten minste de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van zes maanden indien hij slechts één ambtstermijn heeft vervuld, en aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van twaalf maanden indien hij meer dan één ambtstermijn heeft vervuld. Hij zal ook gebruik kunnen maken van outplacement.”

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 27. Artikel 55 ter wordt in hetzelfde besluit als volgt ingevoegd:

“Artikel 55ter. Het mandaat van de mandaathouders van rang 15 overgedragen aan WBE op basis van artikel 63 van het Bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, blijft behouden tot aan het einde van de ambtstermijn voorzien in hun benoemingsbesluit.

De WBE-raad kan bij met redenen omklede beslissing de in vorig lid bedoelde ambtstermijn verlengen tot het verstrijken van de in artikel 22, eerste lid, van dit besluit bedoelde ambtstermijn.

Art. 28. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 juni 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT